

L'humain d'abord,

le journal de la 7^{ème} circonscription de l'Oise



et des acteurs du mouvement social et citoyen



Creil, Clermont, nos hôpitaux en danger

Attente aux urgences, patients dans les couloirs, difficultés à avoir un rendez vous de spécialité, non remplacement des généralistes qui cessent leur activité, nous pouvons être inquiet sur l'avenir du système de santé français.

Dans notre circonscription, les exemples de cette dégradation sont frappants. La chirurgie et la maternité de Clermont sont en danger. L'hôpital psychiatrique se voit imposer une cure d'amaigrissement avec la suppression programmée de 360 lits. L'hôpital de Creil est poussé à une fusion avec Senlis, qui loin de développer une coopération indispensable, ne vise qu'à diminuer encore l'offre de soin du service public.

La cerise sur le gâteau, c'est l'arrêt des travaux de l'hôpital de Creil en plein chantier. Les urgences et le pôle mère enfant ne seront pas construits malgré les besoins.

Cette politique aberrante du gouvernement soutenue par E. Courtial, le député UMP, se fait au nom de la réduction des déficits des hôpitaux publics. Et pourtant ce déficit est provoqué par leur réforme du financement de l'hôpital. Avec la mise en place de « la tarification à l'activité », certains patients sont devenus financièrement rentables

et d'autres non. Cela dépend de leur pathologie et de ce qu'elle rapporte. De fait, l'hospitalisation privée lucrative ne prend que les patients rentables. Pour l'hôpital public, pas de sélection, on soigne tout le monde et à toute heure. Le public, c'est 90% des urgences, une réactivité 24 /24, la prise en charge de la pédiatrie, etc... Mais dans la politique de financement actuelle, c'est déficitaire. Pour gagner de l'argent il faudrait sélectionner ou soigner à moindre coût, donc avec moins de personnel, donc avec une qualité dégradée.

Rien ne doit échapper à la logique du profit et de la finance. Ainsi la santé constitue un marché juteux de 3000 Milliards d'euros par an dans le monde. La privatisation de la santé et de l'assurance-maladie

c'est d'un côté des structures privées lucratives pour ceux qui en auront les moyens et de l'autre un service public dégradé pour le plus grand nombre.

Première condition de cette marchandisation : élargir le marché. En affaiblissant le service public de santé, en fermant les lits d'hospitalisation et les hôpitaux... on laisse la place au privé. En déremboursant (forfaits, franchises, dépassements) on laisse place aux multinationales de l'assurance.

14% des français renoncent à des soins par manque de moyens, le personnel hospitalier est au bord de la crise de nerf, et on ne trouve plus de médecin à la campagne ou en banlieue....

On assiste à l'explosion des contradictions entre d'un côté les besoins croissants : vieillissement de la population, progrès médical, apparition de nouvelles pathologies, et d'un autre côté l'insuffisance criante du financement et de l'offre de soins, aggravée par les restructurations imposées, la réduction des personnels, la crise du recrutement... Un plan d'urgence emploi-formation est indispensable pour sortir l'hôpital de ce scénario-catastrophe

Pour le financement de la santé, des solutions existent : soumettons à cotisation les revenus financiers des entreprises.

Si ces revenus étaient soumis au même taux de cotisations que les salaires, cela apporterait près de 13 milliards d'euros. En outre, l'État doit s'acquitter de ses dettes à la Sécurité Sociale (versement des produits des taxes sur les tabacs et les alcools notamment) qui atteignent 5 milliards par an. Il doit mettre fin aux exonérations de cotisations patronales (30 milliards d'euros).

Des luttes sont en cours sur notre circonscription pour défendre et développer nos hôpitaux, elles sont principalement animées par les comités de défense des hôpitaux de Creil et Clermont. Nous en sommes et nous vous invitons à y prendre part.

Loïc PEN, médecin urgentiste, responsable du secteur santé du PCF Oise.



Tous ensemble !

2012

Notre objectif pour 2012 : se débarrasser de Nicolas Sarkozy et ouvrir une alternative à gauche pour changer nos vies. Pour y parvenir les communistes ont décidé d'amplifier la dynamique du Front de gauche, avec un programme populaire et partagé, élaboré avec vous, porté par les candidats du front de gauche aux législatives avec **Jean-Luc MÉLENCHON** comme candidat à la présidentielle. Par ce geste fort d'un candidat qui n'est pas membre du PCF, les communistes font le choix du rassemblement avec la volonté de bousculer l'ordre établi. ★

2012 PLACE AU PEUPLE

Le peuple va se débarrasser de Sarkozy et de sa bande du Fouquet's. Leur politique, pour satisfaire les marchés, a tout dévasté et créé trop de souffrances. Les valeurs de la République, Liberté Egalité Fraternité, ont été bafouées par un État mis au service de quelques-uns. Ils ont ouvert la voie à l'extrême droite en recyclant leurs idées antisociales et racistes. Comme les autres dirigeants d'Europe et les banquiers, ils ont exploité leur crise et l'ont fait payer aux peuples. Ils ont soumis les grands enjeux sociaux et environnementaux à leur soif de profits et au productivisme.

Maintenant place au peuple. Nous avons besoin de profonds changements : repenser les modes de production et la répartition des richesses, ouvrir une nouvelle ère où ce soit « l'Humain d'abord » qui domine, construire les moyens d'une vie digne pour chacun, une vie soucieuse de l'avenir de nos enfants et de la planète. Nous voulons les 35h00 comme durée hebdomadaire de travail, le SMIC à 1600 €, la retraite à 60 ans à taux plein. Pour cela, il faut rompre avec les logiques libérales que prônent le MEDEF, la Commission européenne ou le FMI. Il faut une autre politique du crédit et une répartition des richesses juste, des services publics élargis et démocratisés, la création de nombreux emplois, des droits nouveaux pour les salariés. Il faut une gauche qui ne renonce pas à ses promesses une fois l'élection passée et une nouvelle majorité de gauche à l'Assemblée qui initie ces changements avec le peuple.

C'est l'ambition du Front de Gauche. Sa démarche s'inscrit au coeur de la gauche pour la faire bouger. Unis de nouveau, avec le Parti communiste, le Parti de gauche et la Gauche unitaire, il ne se limite pas à une stratégie électorale. Avec les syndicalistes, avec les militants associatifs, les intellectuels et tous les salarié-es et les citoyen-nes, le Front de Gauche agit et propose pour qu'enfin le peuple soit entendu. Il est ouvert à tous ceux et toutes celles qui veulent y contribuer dans des Comités qui seront créés dans chaque circonscription législative.

Avec le Front de Gauche, face à la bande du Fouquet's et aux actionnaires.

PRENEZ LE POUVOIR !



Dès maintenant

HALTE À LA VIE CHÈRE

A l'heure où la hausse des prix et la baisse du pouvoir d'achat asphyxient les familles, les entreprises du CAC 40 enregistrent des bénéfices records. Au menu : la précarité pour une très grande majorité, toujours plus de profits pour une petite minorité. Il est bien beau le « président du pouvoir d'achat » ! Cette réalité est de plus en plus insupportable chaque jour. C'est tout de suite qu'il faut agir !

Sans attendre, le PCF a lancé une pétition nationale et de nombreuses actions pour :

Augmenter les salaires, pas les actionnaires. Une sensible augmentation des

salaires, des retraites et des minima sociaux, avec un salaire minimum porté tout de suite à 1 600 € brut. Une contribution immédiate des grandes fortunes, via un renforcement de l'ISF, pour redonner à l'État les moyens de conserver et créer des emplois utiles dans l'éducation, la santé, la police. La création d'une sécurisation de l'emploi et de la formation.

Bloquer les prix et les loyers. Bloquer les prix de l'énergie (gaz, électricité, essence) et d'un ensemble de biens de 1^{ère} nécessité. Bloquer les loyers et en limiter le montant à un

LIBRE le Programme Populaire et Partagé du Front de Gauche :
www.pcf.fr/10391
SIGNER la pétition en ligne « Front Uni contre la vie chère » :
www.pcf.fr/9472

maximum de 20 % des revenus des familles.

Taxer les profits et la spéculation. Taxer les revenus financiers des entreprises, supprimer les 30 milliards d'exonérations des cotisations patronales, créer un pôle public bancaire.



Jean-Luc MÉLENCHON, candidat du Front de Gauche

Pierre LAURENT \ Secrétaire national du PCF

Christian PICQUET \ porte-parole de Gauche Unitaire

★ Dès son entrée en campagne **le Front de Gauche s'élargit à de nouvelles forces politiques.** De nombreuses personnalités syndicales, associatives, du monde des arts et de la culture y participent déjà et de nombreuses autres s'apprêtent à le rejoindre.

Pas de hausse du SMIC au mois d'août, les salariés attendront encore !

C'est le taux d'inflation hors tabac des ménages urbains, qui sert de référence pour l'éventuelle revalorisation du SMIC. A la fin du mois de juin, il s'établissait à 1,96% au-dessus de son niveau de novembre dernier. La revalorisation aurait été obligatoire s'il avait atteint 2%. Le gouvernement en profite donc pour refuser toute augmentation alors que le taux d'inflation a atteint 2,1% au mois de juin. Les prix de l'alimentaire, de l'essence continuent eux d'augmenter. Le SMIC est fixé actuellement à 9,00 euros brut de l'heure, soit 1.365 euros brut par mois pour un temps plein, notoirement insuffisant pour permettre de répondre aux besoins des ménages.

RSA : la droite ouvre la chasse aux pauvres

L'écart auquel il faut s'attaquer, c'est celui des inégalités sociales !



Laurent Wauquiez, ministre du gouvernement Sarkozy a engagé une bagarre contre ce qu'il appelle l'assistanat. Les chômeurs pourraient vivre avec 75% du SMIC et travailler 5 heures gratuitement par semaine. Il devrait essayer pour voir, lui qui touche 14000€ par mois ! Ces chômeurs à qui l'on va imposer de travailler gratuitement, prendront le travail de salariés normalement rémunérés et tireront tous les salaires vers le bas. En parlant de « cancer de la France », le ministre accuse de manière scandaleuse les personnes en situation de grande précarité. Cette politique du bouc émissaire stigmatise la population la plus précaire. C'est insupportable ! Avec de telles déclarations, la droite décomplexée, continue de draguer ouvertement l'électorat d'extrême droite. Les vrais assistés ce sont les millionnaires, ils sont soutenus par le gouvernement qui enchaîne les cadeaux fiscaux : bouclier fiscal, ISF... Les banques : l'État a bien assisté les banques lorsqu'il a injecté 300 milliards d'euros pour les sauver lors de la crise financière ! Les grandes entreprises : en 2010, l'État

accorde 160 milliards de subventions aux entreprises sans contrepartie (pour mémoire le RSA coûte 8,5 milliards d'euros). Le ministre UMP n'affiche d'ambitions sociales que pour les privilégiés et les actionnaires. Ce que la gauche devrait faire : Pour changer la donne en 2012, il faut avoir le courage de faire des choix neufs. S'attaquer à la répartition des richesses, taxer les profits et les actionnaires afin d'augmenter tous les salaires et les revenus. Appeler à la « moralisation de l'économie » et à la « régulation du capitalisme » ne suffira pas. Il faut rompre avec les logiques libérales que prônent le Medef, la Commission européenne ou le FMI. C'est le sens des actions du Front de gauche et de son programme partagé.

Marie France Boutroue,

Maire adjoint de Villers saint Paul

**16.17.18
sept. 2011**

**Joan Baez
Yannick Noah
Sum 41
Bernard Lavilliers * The Ting Tings
Gaétan Roussel * Patrice
Nolwenn Leroy * Soprano
Les Percussions de Radio France
Fat Freddy's Drop * Souad Massi
Yvan Le Bolloc'h et Ma Guitare S'Appelle Revient
No One Is Innocent * Cyril Mokaïesh
HK et les Saltimbanks * Dick Annegarn
Compagnie Pietragalla * Christophe Alévêque**

**fête de
l'Humanité**

Parc départemental Georges Valbon LA COURNEUVE

20 euros les 3 jours, billets disponibles auprès des militants du Front de Gauche